

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



**L'invité du DR :**  
**Pierre Laurent**  
secrétaire national du  
parti communiste  
français

**Erik Rydberg**  
**Lejaby, Lipton,**  
**ArcelorMittal : travailleurs**  
**dépossédés**

**Samir Amin**  
**Le drame syrien**

**Nico Hirtt**  
**La taille des classes est**  
**un facteur de réussite !**

## Éditorial : Ça bouge !

**F**in mars 2012, se sont succédés à Bruxelles deux rencontres européennes alternatives dont l'importance mérite d'être soulignée ici. La Joint Social Conference, [www.jointsocial-conference.eu](http://www.jointsocial-conference.eu) (29-30 mars) a débouché sur une déclaration appelant à « résister à la dictature de la finance », à « reconquérir la démocratie et les droits sociaux » et fixant des actions coordonnées pour les mois à venir. Comme en écho, le Sommet alternatif européen (30-31 mars) répondait à l'appel du Parti de la Gauche européenne <http://fr.european-left.org> et du réseau Transform ! <http://www.transform-network.net/fr/accueil.html>. Il réunissait outre des syndicalistes et des militants associatifs, des élus nationaux et européens ainsi que des militants politiques.

Ces deux rassemblements n'étaient nullement concurrents ; des passerelles ont permis à pas mal de participants d'assister aux deux forums. Apparemment, les méfiances qui empêchaient souvent, lors d'initiatives précédentes, le dialogue entre

associations, syndicats et partis politiques, semblent se lever. L'approfondissement de la crise et l'urgence de proposer des alternatives politiques expliquent sans doute cette évolution.

Pour faire face à la crise systémique dont on est loin de voir le bout du tunnel, il apparaît clairement que les politiques d'austérité dictées aux gouvernements par la Troïka, qui se résument par la casse des conquêtes sociales, des économies drastiques dans les dépenses publiques et une allégeance toujours plus servile à l'égard des marchés financiers, s'avèrent non seulement inefficaces pour sortir de la crise mais approfondissent, au contraire, celle-ci. La nécessité d'une rupture radicale avec ce système ultralibéral.

La Grèce, l'Espagne, le Portugal vivent de fortes tensions sociales. En France, le Front de Gauche bénéficie d'un engouement militant stimulant et son candidat, Jean-Luc Mélenchon est crédité de 15 ou 17 %. Nul doute qu'en Allemagne, le modèle économique tant prisé par nos édiles qui

engendre une masse de travailleurs pauvres, ne soit remis profondément en cause lors des prochaines élections. La Grèce pourrait voir la gauche anticapitaliste jouer un rôle déterminant pour un changement politique. En Belgique, de plus en plus de voix syndicales s'expriment pour dénoncer l'austérité appliquée par le gouvernement de droite dirigé par le socialiste Elio Di Rupo.

Reste que cette politique imposée au niveau européen nécessiterait une riposte à la mesure de l'agression. La nécessité de favoriser un mouvement social à l'échelle du continent s'est exprimée lors des deux rencontres de Bruxelles. Le PGE, avec d'autres, entend contribuer pleinement à son émergence.

Les communistes de Wallonie et de Bruxelles ne seront pas en reste. En ce 1er mai 2012, ils appellent l'ensemble des forces progressistes de chez nous à contribuer à la réussite de cet objectif.

*Jean-Pierre Michiels*

# Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français

*Les vendredi et samedi 30 et 31 mars se tenait à Bruxelles un Sommet alternatif européen organisé par le Parti de la Gauche européenne, qui au travers des différentes interventions des participant(e)s tentait de proposer des alternatives à l'austérité actuellement imposée aux travailleurs des pays de l'Union Européenne. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président actuel du PGE, nous a accordé un entretien.*



**Le Drapeau Rouge.-** Dernièrement, la campagne présidentielle française a été quelque peu chahutée par le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon. Selon vous, à quoi est-ce dû ? Pensez-vous que la dynamique lancée peut se poursuivre au-delà des élections présidentielles et vraiment changer la donne à gauche en France lors des législatives ?

**Pierre Laurent :** Je crois que les progrès actuels du Front de Gauche dans les sondages sont le reflet d'un mouvement très profond. Il y a depuis longtemps dans notre pays une majorité possible pour des alternatives de gauche aux politiques d'austérité. On l'avait déjà vu quand les Français avaient voté majoritairement « non » au traité constitutionnel européen en 2005. On l'a vu à nouveau dans le puissant mouvement contre la réforme des retraites de Sarkozy en 2010, mais cette « majorité d'idées et d'action » ne parvenait pas à devenir une force politique capable de s'imposer. L'élection présidentielle était un danger à nouveau puisque le scénario rêvé par Sarkozy était celui d'une opposition entre lui et le candidat socialiste François Hollande, avec Marine Le Pen en « arbi-

tre » du scrutin. En réussissant à unir les forces d'alternative et en créant l'espoir de bousculer cette situation, nous avons déjà changé la donne, parce que, jusqu'ici, des millions de Français s'apprêtaient à voter pour chasser Sarkozy, avec un doute profond sur la qualité de l'alternative qui allait se mettre en place. Aujourd'hui, avec le Front de Gauche, des millions de gens renouent avec l'espoir que l'élection puisse à la fois permettre de battre Nicolas Sarkozy et d'imposer une politique de gauche conforme aux attentes populaires. Ce qui est frappant, en ce moment, c'est qu'énormément de salariés, de syndicalistes, de jeunes, qui regardaient encore la campagne électorale avec distance investissent celle du Front de Gauche comme la leur. Notre campagne devient très populaire, très jeune et je pense qu'elle aura des prolongements. Elle va changer les résultats et le Front de Gauche peut encore monter par rapport aux sondages. Il est certain que c'est une lame de fond qui va au-delà de l'élection présidentielle, qui va se poursuivre lors des élections législatives en juin et dans les mobilisations sociales. Le Front de Gauche devient non plus seulement une alliance électorale mais un

espace d'action et d'idées qui va mettre en mouvement dans la durée une mobilisation populaire.

**Le DR.-** Bien que l'espoir et les chances d'écarter la droite du pouvoir soient grands, Jean-Luc Mélenchon a déclaré à plus d'une reprise que la participation du Front de Gauche à un gouvernement avec les socialistes n'était pas à l'ordre du jour, et qu'elle était même peu probable. Au-delà du potentiel authentiquement progressiste de son programme, ne sommes-nous pas là devant une des faiblesses du Front de Gauche, à savoir un risque non négligeable de ne pas pouvoir le mettre (même partiellement) en œuvre ?

**PL :** Il est trop tôt pour le savoir. Nous avons trois objectifs dans cette élection. Premièrement, il s'agit de battre Nicolas Sarkozy. Ensuite c'est faire reculer le plus possible le Front National pour écarter le risque de recours à l'extrême-droite par des gens qui seraient désespérés par la situation. Enfin, c'est bien entendu créer un nouveau rapport de forces dans la gauche pour permettre une politique de rupture avec l'austérité. Allons-nous être capables de remplir en même temps ces

trois objectifs lors de l'élection présidentielle ? Je ne le sais pas. Je pense que nous allons battre Nicolas Sarkozy, mettre le FN loin derrière le Front de Gauche et, en tout cas, le Front de Gauche est en train de créer la surprise à l'intérieur de la gauche en étant la force qui progresse le plus. Nous verrons jusqu'où. Toutefois, pour le moment, le PS ne prend pas en compte dans son programme cette poussée. Nous avons toujours dit que nous ne participerions pas à un gouvernement qui mettrait en œuvre des politiques d'austérité. En même temps, la défaite de N. Sarkozy créerait une situation nouvelle et si le Front de Gauche a beaucoup progressé lors des présidentielles, toutes celles et tous ceux qui mènent des luttes dans le pays vont être encouragés à amplifier ce mouvement. Serons-nous capables de modifier suffisamment la situation pour rendre possible une nouvelle politique de gauche ? C'est encore trop tôt pour le dire. Nous verrons clairement se dessiner cette première étape de la bataille à l'issue des élections législatives de juin. C'est quand auront eu lieu les élections présidentielles et législatives que nous serons en mesure de voir jusqu'où nous avons été capables d'aller.

**Le DR.-** L'engouement pour la campagne du FdG suscite beaucoup d'intérêt en Belgique. Lors de la « prise de la Bastille » le 18 mars, ainsi que lors du meeting de Lille, des militants belges issus de différentes organisations politiques et syndicales avaient fait le déplacement. On ressent une certaine envie de rompre avec la social-démocratie. Pensez-vous que le modèle du FdG soit « exportable » à d'autres pays européens ?

**PL :** Un modèle n'est jamais exportable, mais ce qui est certain, c'est que dans tous les pays européens, il y a une urgence à rassembler les forces disponibles qui s'opposent aux logiques d'austérité ainsi qu'aux logiques anti-démocratiques de l'Union européenne actuelle. Il

y a une urgence à les rassembler pour créer non seulement des résistances sociales mais également pour constituer des fronts d'alternative politique. Et quelque soit la forme que cela prenne dans les différents pays en fonction de leur situation, nous avons besoin du dialogue entre les forces politiques, syndicales, sociales et citoyennes disponibles. Chaque pays a besoin de trouver les constructions politiques qui permettent cet espace de convergence centré sur la recherche d'alternatives. Est-ce qu'elles s'appellent Front de Gauche, ou seront-elles une autre forme de rassemblement ? C'est aux forces concernées de le décider dans leurs pays.

**« Nous faisons la preuve que le travail de rassemblement engagé, loin de diluer les forces, permet à chacune de se développer »**

**Le DR.-** Au sein du PCF, certains courants ont critiqué le FdG comme étant une étape supplémentaire vers une disparition du PCF. Pouvez-vous commenter cette vision des choses ?

**PL :** L'expérience est en train de prouver le contraire. Depuis 2008, la majorité du PCF s'est engagée dans cette stratégie de front unitaire puisqu'elle a été décidée dans un congrès la même année. L'adhésion à cette stratégie n'a été qu'en se renforçant depuis cette date et aujourd'hui, je crois pouvoir dire que c'est la quasi-unanimité des communistes qui l'approuve en France. Nous faisons la preuve que le travail de rassem-

blement engagé, loin de diluer les forces qui le composent, permet à chacune de se développer. Cela est dû au fait que nous avons défendu précisément une conception du FdG qui respectait les forces qui le composaient. Il ne s'agit pas d'un processus de construction d'un parti unique, mais d'un processus de rassemblement de forces qui respectent leurs différences, tout en décidant de travailler ensemble et de construire des propositions de plus en plus cohérentes.

**Le DR.-** Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) défend et promeut le recours à l'initiative citoyenne, cette dernière étant prévue à l'origine dans le Traité de Lisbonne, en vue d'instaurer un fonds européen de développement social et de modifier le rôle de la banque centrale européenne (BCE). N'est-il pas paradoxal d'utiliser une disposition prévue dans un traité aussi contestable ?

**PL :** Une des caractéristiques de l'approfondissement de la crise européenne actuelle, c'est l'autoritarisme et le fait que la construction européenne est menée en dessaisissant les citoyens, les parlements nationaux et les gouvernements de leur souveraineté. Pour construire une alternative, il faut faire entrer les citoyens et les mobiliser dans le débat européen. Cette possibilité d'initiative citoyenne qui consiste à rassembler un million de signatures dans au moins sept pays de l'Union autour d'une proposition pour obtenir sa mise en débat est à nos yeux une potentialité positive dont il faut se saisir, et le PGE fait la proposition que nous l'utilisions pour porter une proposition qui vise à changer radicalement le rôle actuel de la BCE, qui est au cœur de la crise financière. En effet, la pression des marchés financiers sur les États n'est rendue possible que parce que la BCE ne rachète pas leur dette et ne les finance pas directement, les obligeant de la sorte à rester sous la dépendance des banques privées et des marchés financiers. Il faut donc mettre

**Le Drapeau Rouge a besoin de votre soutien :  
abonnez-vous, présentez-le à des amis,  
diffusez-le. Pour les conditions d'abonnement,  
regardez la page 20 de ce numéro. Merci !**

en cause ce rôle de la BCE. Si nous arrivons à mettre en débat une telle proposition et à rassembler un million de signatures autour d'elle, nous ouvrirons un front de lutte décisif contre les logiques actuelles de l'UE, par une méthode démocratique qui serait en opposition radicale avec les diktats actuels imposés par les dirigeants européens, sans possibilité de les discuter. Je crois que cette initiative contribuera à renverser la situation actuelle et à mobiliser les énergies qui voient que la question financière est au centre de la crise mais qui ne savent pas aujourd'hui comment engager la bataille contre les pouvoirs exorbitants de la finance en Europe.

**Le DR.-** Les propositions exposées par le PGE vont dans le sens d'une réforme de l'UE dans le sens, certes louable, d'une plus grande solidarité, d'une plus grande démocratisation... Mais pas dans une logique de rupture. N'y a-t-il pas un certain renoncement envers les principes fondamentaux qui animent une grande part des partis qui constituent le PGE ?

**PL :** Au cœur de l'engagement communiste, il y a la solidarité internationaliste, résumée par cette formule célèbre : « Proletaires de tous pays, unissez-vous ! » Mais en ce moment, cela veut dire aussi « prolétaires de toute l'Europe, unissez-vous contre l'Europe des marchés ! ». Notre projet est donc d'unir les peuples européens contre les politiques de dumping social qui les opposent, contre les politiques de confiscation du pouvoir au service des marchés. L'objectif d'une re-fondation solidaire de l'UE est un objectif à proprement parler révolutionnaire dans la situation actuelle. Si, sous prétexte de combattre cette union, nous acceptons son explosion, chaque peuple et chaque pays serait renvoyé à

des rapports de forces internationaux extrêmement difficiles et défavorables. En conséquence, si la lutte doit se mener d'abord dans chaque pays, elle doit aussi combiner un effort de rapprochement des différents peuples européens. Par exemple, l'euro constitue un pouvoir énorme. Le problème, c'est que ce pouvoir est au service des marchés dans l'UE actuelle. Reconquérir le pouvoir sur la manière dont on utilise la monnaie est un enjeu décisif, et la conquête du pouvoir, c'est le sens même de la bataille que mènent les communistes depuis tou-



jours. Je crois donc que nous ne devons négliger aucun des lieux de pouvoir, que ce soit dans les entreprises, dans les nations, et aux plans européens et internationaux. Tout cela va de pair.

**Le DR.-** Le PGE, même s'il rassemble une partie non négligeable de la gauche anticapitaliste en Europe ne fait pas l'unanimité. Certains partis communistes comme le KKE en Grèce, ou le PC portugais n'en font pas partie (bien qu'ils collaborent avec des formations du PGE au sein du groupe parlementaire GUE/NGL). Et au sein même de certains partis communistes membres du PGE, des voix s'élèvent pour critiquer ce dernier. Quel est votre point de vue à ce sujet ?

**PL :** Les communistes français n'ont cessé de dialoguer avec l'ensemble des forces communistes, progressistes et alternatives de l'Europe entière. C'est d'ailleurs un communiste français, Francis Wurtz, qui a pendant des années œuvré pour constituer au parlement européen un groupe, la GUE/NGL, qui rassemble les députés de ces partis et les députés de forces alternatives. Ce groupe est aujourd'hui la seule force qui exprime des positions antilibérales constantes et déterminées au sein du parlement européen. Si ce groupe n'existait pas, il faudrait le constituer. Aujourd'hui, en tant que président du PGE, je n'ai cessé de dialoguer avec toutes ces forces, qu'elles soient membres du PGE, observatrices ou en dehors, avec l'objectif de travailler dans la durée à des convergences, à des coopérations et, si possible, à la croissance et à l'élargissement du PGE. Je pense que ce travail est loin d'être fini et il est absolument indispensable si nous voulons être capables de créer les rapports de forces dont nous avons besoin dans la situation actuelle, celle d'une crise historique du capitalisme, dans laquelle il n'y aura pas de statu quo. Ou nous serons capables de retrouver le chemin de conquêtes sociales, démocratiques et politiques, ou bien les forces de régression sociale, et parfois même les pires, remporteront des victoires. Nous n'avons donc pas le choix, nous sommes face à nos responsabilités. L'une d'entre elles, l'histoire nous l'enseigne, c'est celle du rapprochement des forces anticapitalistes dans l'UE et dans le combat pour trouver des issues à la crise actuelle.

*Propos recueillis par  
François D'AGOSTINO*

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CArCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CArCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :  
**CArCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

# Lejaby, Lipton, ArcelorMittal : travailleurs dépossédés

Erik Rydberg *Gresea*

*De quelques stratagèmes visant à affaiblir les syndicats des travailleurs. Primo, le coût de travail, présenté par définition comme trop élevé. Secundo, la segmentation artificielle des activités de production par leur mise en concurrence. Tertio, le droit colonial sur les usines transformées en enclaves seigneuriales. Tour d'horizon.*

Dans une tribune récente parue dans *L'Humanité*, Arlette Charlot a mis en lumière l'absurdité du système. Elle est bien placée pour le faire, elle travaille pour un cabinet d'expertises comptables spécialisé dans l'assistance aux conseils d'entreprises. Qu'est-ce qu'elle montre, au fond ? Que le niveau des salaires des travailleurs est l'aboutissement « d'après négociations entre le patronat et les salariés ». Et que, a contrario, la rémunération du capital (les actionnaires) est « sans limite, sans garde-fous et sans négociation ».<sup>1</sup>

Voilà un paradoxe qui méritait d'être rappelé. Le « coût » du travail est soumis à un pilonnage de tous les instants, pas un discours qui n'en fasse sa bête noire, tantôt au nom de la « compétitivité », tantôt pour justifier une délocalisation. Mais, donc, pas un mot du « coût » du capital, motus, bien qu'il obère autant sinon plus la viabilité des entreprises et des nations.

L'absurdité n'est qu'apparente. L'intérêt obsessionnel pour le coût du travail couplé à un black-out sur les coûts de l'actionnariat n'est pas une absurdité, c'est un stratagème. On peut juste s'étonner qu'il trouve aujourd'hui des relais non seulement chez le patronat, où il est logique, mais aussi dans la presse et les officines des pouvoirs publics – c'est de ce côté en effet qu'on entend le plus souvent parler de « dérapage salarial » ou, à

contenir de près en vertu des carcans budgétaires de l'Union européenne, de l'évolution du « coût salarial unitaire ».

## Part salariale, quasi nulle

De ces stratagèmes, on en a abordé trois dans le corps de cette analyse. Le premier est donné. C'est celui, on vient de le voir, qui consiste à isoler et grossir, dans les prix des biens mis en vente dans les magasins, la part qui va aux travailleurs. On a un bel exemple avec l'entreprise française de corseterie Lejaby. Fondée en 1930, elle a plusieurs fois changé de mains pour passer sous pavillon états-unien en 1996, puis autrichien en 2008. C'est le cas assez classique d'une boîte familiale gobée par une succession de sociétés transnationales qui cherchent essentiellement à en extraire un profit accru. L'affaire a fait pas mal de bruit en France en 2011. De Lejaby, il ne restait plus qu'une usine (200 machines à coudre, 93 ouvrières) à Yssengeaux, proposée après dépôt de bilan pour le franc symbolique aux aventuriers tentés par l'offre alléchante. L'un d'eux aura la préférence du tribunal de commerce de Lyon qui considèrera son projet comme le « mieux disant » : il délocalisera certes toute la production mais il maintiendrait de l'emploi en France.

Son argument était le suivant : impossible de produire en France où le coût de revient est de 13 à 14 euros par pièce alors que, en Tunisie, il n'est que de 8,17 euros. Pour arriver à ce chiffre, à la décimale près, le garçon a dû beaucoup calculer. Ce n'est pas dit en toutes lettres mais, d'évidence, c'est le fond de sa pensée : l'ouvrière tunisienne coûte nettement moins que la française. La messe est dite ?

Non, bien sûr, et c'est le responsable de la CGT Textile, Raymond Vacheron, qui pointera la supercherie du stratagème. Sur un soutien-gorge vendu 80 euros, rappelle-t-il, seuls 2 euros vont aux ouvrières : « Ils vont gagner quoi en délocalisant ? Quarante ou cinquante centimes ? C'est ridicule ! »<sup>2</sup>

Pour le dire autrement, le poids du coût salarial dans le prix de vente est relativement dérisoire. C'est pourtant sur ce coût-là que se concentrent les tirs du discours patronal et assimilé, grand presse pieuse, experts agréés, mandarinat politique.

(Ouvrons une parenthèse. On doit à la vérité d'ajouter que les ouvrières spécialisées de la corseterie française ont également subi de plein fouet la concurrence oligopolistique d'une lingerie bas de gamme, culotte à 3 euros et soutien-gorge à 10 euros venant inonder le marché<sup>3</sup> via les supermarchés. Marx avait déjà noté le phénomène, signe d'une « société fondée sur la misère, les produits les plus misérables ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre »<sup>4</sup>. À des travailleurs dont les salaires ont été rabotés, il faut en effet, afin qu'ils ne s'en aperçoivent pas ni se révoltent, leur offrir des produits de subsistance à la portée de leur bourse, forcément de qualité moindre : la publicité jettera utilement un voile là-dessus).

Deuxième exemple. Belgo-français, cette fois. C'est la même rengaine. Les thés Lipton, propriétés de la transnationale Unilever, sont produits en Europe sur quatre sites. À Trarfford Park en Grande-Bretagne, à Katowice en Pologne, à Bruxelles en Belgique et à Marseille en France. C'est cette usine qui, en septembre 2010, est prise dans le collimateur du géant agroalimentaire.

L'argument pour fermer le site, qui emploie 182 travailleurs, est soi-disant économique. Il « coûterait » trop cher. Ses coûts de production, avance la direction, s'élèvent à 27% du total des quatre sites européens, alors qu'il n'apporte que 5,1% des volumes produits.

1. « Il faut baisser le coût du capital et non la rémunération du travail », Arlette Charlot, *L'Humanité*, 23 février 2012.

2. *L'Humanité*, 20 janvier 2012.

3. *Les Échos*, 25 janvier 2012.

4. Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.

Ce sont, d'évidence, des fadaïses. Les salaires ne représentent que 15 centimes sur une boîte de thé vendue 2,60 euros, soit à peine 6% du prix de vente. Saisi du dossier, le tribunal de grande instance de Marseille estimera d'ailleurs en février 2011 que, tels quels, les petits calculs de la direction n'ont « aucun sens », d'autant que le conseil d'entreprise n'a pas reçu communication de « toutes les données utiles à apprécier la rentabilité de l'activité ». Le bénéfice net d'Unilever en 2010 était de 1,15 milliard d'euros mais les « données utiles », motus : secret commercial.

### Le centre de coût annule la plus-value

C'est une autre pointe, plus subtile, du stratagème. Si le conseil d'entreprise ne reçoit pas les données lui permettant d'apprécier la rentabilité de l'usine marseillaise, c'est parce qu'Unilever a organisé ses unités de production de telle manière que leur rentabilité (viabilité économique) importe peu : elles sont toutes considérées comme des « centres de coûts ». Là, pour comprendre, il faut jeter un coup d'oeil à la structure du système.

À son sommet, on trouve l'USCC (Unilever Supply Chain Company), établi dans le canton suisse de Schaffhausen où il bénéficie d'un taux d'imposition de 5%. C'est l'USCC qui achète le thé et qui le met à « disposition » des quatre usines. Et c'est encore l'USCC qui vend le produit fini, en encaisse le bénéfice. Par définition, structurellement, il s'ensuit que seul l'USCC peut prétendre au statut de société rentable et bénéficiaire, et ce après décompte des « coûts » que représentent les unités de production.

Comme système, c'est assez diabolique. De pratique de plus en plus courante, il interdit aux travailleurs de faire valoir une quelconque part à la valeur ajoutée des marchandises qu'ils ont produites. Cette valeur est escamotée (expatriée) des comptes de leur entreprise – qui ne représente dès lors plus qu'un « coût », coût qui sera plus ou moins grand (tolérable) d'une usine à l'autre. On l'a vu plus haut. L'argument de la direction se borne à dire que Marseille, en ne produisant que 5% des volumes sortis des quatre usines, « coûte » 27% des frais réunis. Que l'unité de Marseille soit rentable ou non – elle l'est – n'a aucune sorte d'importance.

L'affaire devient d'autant plus piquante que, à entendre Unilever, la production de Marseille devait être délocalisée en Pologne et... à Bruxelles – où le conseil d'administration, commentant le rapport annuel 2010, se réjouit des investissements récents ayant permis d'augmenter la capacité de production. Un bref coup d'œil à ce rapport indique aussitôt la situation inconfortable des travailleurs bruxellois.

En 2010, Lipton Bruxelles affiche un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros. Le chiffre d'affaires, normalement, c'est le montant total des ventes au « prix du marché ». Mais cela devient tout à fait bizarre lorsqu'on en repère le prix de revient, en déduisant ici les coûts salariaux (6,9 millions), les achats de services divers (6,8 millions) et les amortissements (5,3 millions), pour un montant quasi équivalent au chiffre d'affaires. Bizarre parce que n'apparaît dans ces comptes aucun achat de thé : coût zéro. Bizarre parce que, malgré ce sortilège de gratuité, les ventes sont quasi annulées par les coûts : l'excédent brut d'exploitation (et, donc, le bénéfice imposable) n'est que de 56.000 euros. Cela signifierait que pour chaque 1.000 euros de ventes, Lipton Bruxelles ne retirerait qu'un bénéfice de 3 centimes. Rentable ? Ce l'est si on veut bien se rappeler que Bruxelles n'est qu'un « centre de coûts » pour l'USCC suisse, ce que ces comptes bidons montrent bien. Ajouter à cela que, en 2010, le travail était pour un tiers (27,6%) accompli par des intérimaires. Difficile dans ce contexte d'arriver à une solidarité entre les ouvriers belges, polonais, anglais et français.

### Droit colonial ?

Mais revenons à Marseille où les travailleurs mènent depuis un an et demi une lutte exemplaire pour s'opposer à la politique de la terre brûlée d'Unilever. La « prime à la valise », ils n'en veulent pas, ils tiennent à leur outil, ils ne veulent pas voir disparaître leur usine plus que centenaire (elle naît en 1892), ils ont leur propre projet alternatif de relance autonome des activités. Là ; cependant, au-delà des problèmes financiers, ils se heurtent aux calculs d'Unilever. De ce côté-là, on a aucun intérêt à voir surgir... un concurrent.

C'est le BA-b.a. des fusions-acquisitions. Lorsqu'une transnationale gobe une

entreprise, c'est toujours dans le cadre d'une visée monopolistique. Pour assurer cette domination, elle a deux choix. Ou bien, elle intègre l'entreprise rachetée (gains de parts de marché, croissance dite « externe » de sa valeur boursière). Ou bien, elle la ferme. Dans les deux cas, c'est la suppression d'un concurrent. L'usine marseillaise aura donc eu l'insigne honneur de passer par les deux phases...

Voilà qui mérite aussi le nom de stratagème, le dernier examiné ici. Il est assez fréquent. Quand General Motors ferme Saab en Suède, il s'opposera à toute reprise au motif explicite que cela pourrait nuire à ses intérêts. Quand le même répète l'opération avec Opel Anvers, ce sera grosso modo le même scénario.

Exemple plus près de nous dans le temps : quand ArcelorMittal ferme les deux hauts fourneaux de Seraing et d'Ougrée, ce qu'il reste de Cockerill dans le bassin liégeois, c'est en gardant dans son giron les segments essentiels (la cockerie en amont, la phase du froid en aval) sans lesquels aucune reprise, aucune relance autonome et concurrente n'est possible<sup>5</sup>...

À une époque où presque tous les États et gouvernements souhaitent attirer l'investissement étranger, il n'est pas malvenu de le recadrer comme une résurgence du droit colonial. Accueillir ces « investisseurs », en général des grandes sociétés transnationales globales, revient en effet à vendre des pans de l'économie du pays, laisser s'y multiplier des « enclaves » étrangères sur lesquels ni pouvoirs publics, ni syndicats n'ont prise. La décision, le pouvoir sont ailleurs, hors frontières. Les travailleurs de Lejaby, de Lipton et d'ArcelorMittal sont bien placés pour le savoir.

**Erik Rydberg**  
Gresea

5. Interview de Michel Capron dans *Le Soir*, 28 janvier 2012.

# Strépy-Bracquegnies : 129 travailleurs et leurs familles pris en otage

Jean-Pierre Michiels

**M**ardi 17 avril. Les travailleurs de GDB International, une entreprise du zoning de Strépy-Bracquegnies (La Louvière) spécialisée dans la fabrication de mobiliers et de fournitures de bureau, occupent l'entreprise. La raison : l'entreprise est en cessation de paiement. Le CA renonce à recapitaliser l'entreprise et sollicite une procédure de réorganisation judiciaire (PRJ). La procédure de réorganisation judiciaire a pour but de préserver, sous le contrôle du juge, la continuité de tout ou partie de l'entreprise en difficulté ou de ses activités. Toutefois, au Tribunal de Commerce de lundi, la direction change d'avis et transforme la demande de PRJ en dépôt de bilan pur et simple, histoire de mettre son passif social à charge de la collectivité.

Les travailleurs et leurs organisations syndicales vivent cette décision comme une trahison. Un véritable coup de poignard dans le dos. L'occupation est décidée.

Cette situation, pour les syndicats, est l'aboutissement d'un processus qui semble avoir démarré en 2008 lorsque le holding Alcopa, dont GDB fait partie, rachète Brevindex, un groupe français également spécialisé dans le mobilier de bureau. En 2009, 33 emplois sont perdus pour limiter les pertes. Cette année là, le chiffre d'affaire de l'entreprise est à 67 % en France pour 16,8 % pour la Belgique. Ce regroupement influe évidemment sur la stratégie commerciale. GDB en perd le contrôle et doit se contenter de la vente de produits dont les marges bénéficiaires sont très réduites. Nous assistons dès lors à une mise en faillite orchestrée... en interne. Les factures impayées émarginent essentiellement de sociétés mère ou fille.

Les organisations demandent un délai pour ré-envisager une PRJ... ou une sortie honorable pour les travailleurs. Ils sont 129, dont la plupart ont 17 ans d'ancienneté. « On s'est cassé le dos et les genoux

*pour cette boîte et voilà comment on nous remercie », me dit un travailleur auprès du brasero qui flambe devant la grille fermée de l'usine.*

*« DGB doit retrouver sa clientèle et des produits à haute valeur ajoutée pour réacquiescer une réelle rentabilité », estime-t-on au SETCa.*

Certes, mais quelle confiance avoir en ce patronat pour qui les travailleurs ne sont que des kleenex, bons à jeter après usage ? Où est le droit au travail dont ces messieurs-dames de la FEB se font les ardents défenseurs lorsqu'une grève perturbe leurs basses spéculations mais qu'ils oublient lorsque sont menacés les

dividendes ? Qui sont les otages de ces manœuvres patronales et actionnariales visant le profit maximum au détriment de l'emploi et de l'avenir de notre jeunesse ? Quand donc les pouvoirs publics vont-ils enfin mettre un terme à ce système abject de déni de justice sociale ?

Et après tout, si on faisait nôtre, la révolution citoyenne préconisée par nos amis français du Front de Gauche !

## Les droits syndicaux, un combat actuel !

À 300 mètres de GDB International, toujours dans le zoning de Strépy-Bracquegnies, un autre piquet de grève bloque Magotteaux Neocéram, une PME qui excelle dans la fabrication de céramiques techniques ou de haute précision, utiles par exemple pour des manipulations délicates (pharmacie) ou dangereuses (produits toxiques). Pas de soucis économiques pour cette entreprise de pointe, donc.

Il y a quelques jours, la direction décide de procéder à un licenciement pour une faute commise par un travailleur. Licenciement abusif estime ses collègues, car la faute n'a entraîné aucune conséquence négative pour l'entreprise. Devant la menace de grève, la direction recule. Les travailleurs, eux, considèrent que l'incident est le signe d'un manque de dialogue social qui ne peut plus durer. Ils réclament la création d'une délégation syndicale. La convention dans le secteur de la céramique autorise une délégation composée d'un délégué et un suppléant à partir de 25 travailleurs. L'entreprise répond à cette condition mais il faut l'autorisation du patron. Celui-ci refuse. Grève !

La lutte pour la plus élémentaire démocratie à l'entreprise, celle qui commence, pour les travailleurs, par le droit simple mais essentiel de se défendre, reste un combat d'une actualité criante face à un patronat obtus, accroché à ses principes d'un autre âge.

# La démocratie violée

Gilles Smedts

Une loi est parue le 29 mars dernier, modifiant de manière transitoire l'article 195 de la constitution. Cet article dit :

« *Le pouvoir législatif fédéral a le droit de déclarer qu'il y a lieu à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes de plein droit. Il en sera convoqué deux nouvelles, conformément à l'article 46.*

*Ces Chambres statuent, d'un commun accord avec le Roi, sur les points soumis à la révision. Dans ce cas, les Chambres ne pourront délibérer si deux tiers au moins des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents; et nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages. »*

Pour modifier la constitution, il faut donc un vote au parlement concernant les articles révisables, ensuite la dissolution du parlement et l'organisation d'élections (prévues par l'article 46), et enfin la mise en place d'un nouveau parlement habilité à modifier les articles visés. Le processus se réalise obligatoirement sur deux législatures avec la consultation des électeurs entre elles.

Après la chute du gouvernement en avril 2010, une liste d'articles révisables a été votée le 07 mai 2010, en prévision de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat. Les résultats des élections et les équilibres politiques étant bien sûr inconnus, il était difficile d'établir avec certitude la liste complète des articles à réviser. La parade est simple: l'article 195 lui-même est placé dans la liste, ouvrant ainsi la porte à toute autre modification. En octobre 2011, 8 partis (MR, VLD, PS, CDH, CD&V, SPA, ECOLO et GROEN) ont signé un accord sur la 6<sup>ème</sup> réforme de l'état. Cet engagement prévoit implicitement la modification de l'article 195, tous les articles concernés par la réforme ne figurant pas dans la liste des articles révisables.

La révision de la constitution va donc se dérouler en deux ou trois étapes : d'abord la modification de l'article 195, suivi de la modification de tous les articles nécessaires à la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat, et enfin la

remise de l'article 195 dans sa forme initiale. L'article 195 a été modifié ce 29 mars 2012. Nos élus actuels s'octroient ainsi le droit de procéder à des modifications à leur gré, faisant fi du contrôle démocratique des électeurs. Voici un extrait de la loi votée le 29 mars dernier :

« *...Article unique. L'article 195 de la Constitution est complété par une disposition transitoire rédigée comme suit : Disposition transitoire : Toutefois, les Chambres, constituées à la suite du renouvellement des Chambres du 13 juin 2010 peuvent, d'un commun accord avec le Roi, statuer sur la révision des dispositions, articles et groupements d'articles suivants, exclusivement dans le sens indiqué ci-dessous : ...»*

Suit alors la liste des articles révisables. Le texte complet est disponible sur le site internet dont vous trouverez la référence ci-dessous. Mais le meilleur est à la fin de cette loi, où on peut lire: « *La présente disposition transitoire ne constitue pas une déclaration au sens de l'article 195, alinéa 2.* » Avec cette phrase, le gouvernement prétend échapper à la dissolution des chambres et à l'organisation d'élections. Si le « Ceci n'est pas une pipe » du célèbre tableau de Magritte « La Trahison des images » nous appelle à une réflexion pleine de sens sur l'interprétation de ce que nous percevons, le « *Ceci n'est pas une déclaration d'articles révisables* » dissimulé dans cet alinéa est d'une malhonnêteté intellectuelle avec des relents de dictature.

Pour tout démocrate, ces manipulations sont illégitimes et nous pouvons aussi nous poser des questions sur leur légalité. Une déclaration de révision de la constitution peut-elle être faite alors que le gouvernement est démissionnaire et en affaires courantes ? La constitution peut-elle être modifiée plusieurs fois au cours de la même législature ? Suffit-il de dire « *ceci n'est pas une déclaration au sens de l'article 195 alinéa 2* » ? Soit c'est une déclaration d'articles révisables, soit ce n'en est pas une. Si c'en est une, peut-on éviter la dissolution du parlement et les élections ? Si ce n'en est pas une, peut-on réviser les articles qui y figurent ? De plus l'article 187 de la constitution précise : « *La Constitution ne*

*peut être suspendue en tout ni en partie.* ». La disposition transitoire ajoutée à l'article 195 ne constitue-elle pas de fait une suspension d'une partie de la constitution ? La constitution est violée et le droit au contrôle démocratique a bel et bien été bafoué par le MR, PS, VLD, SPa, CD&V, CDH, GROEN et ECOLO

C'est pourquoi nous appelons au Conseil d'Etat de prendre ses responsabilités de manière à décréter l'illégalité des décisions du parlement et prévoir les sanctions auxquelles les députés fédéraux et les sénateurs devraient être condamnés pour le délit de violation de la Constitution.

Le texte de la constitution :

[http://www.senate.be/doc/const\\_fr.html#t8](http://www.senate.be/doc/const_fr.html#t8)

La modification transitoire de l'article 195 :

<http://staatsbladclip.zita.be/moniteur/lois/2012/04/06/loi-2012201995.html>

# Le drame syrien

Samir Amin

Les États Unis ont tiré la leçon de leur surprise en Tunisie et en Egypte. Ils ont donc décidé de prendre les devants, de devancer le mouvement en introduisant des groupes armés qui prennent l'initiative d'agresser les autorités, s'auto proclament « armée de libération » et appellent immédiatement l'Otan à leur secours.

Cette stratégie a été testée avec succès en Lybie. Le résultat n'est évidemment pas l'instauration de la « démocratie », mais la désintégration du pays livré aux seigneurs de la guerre, le plus souvent « islamistes », voire amis d'Al Qaida ! Le modèle somalien a inspiré cette stratégie.

C'est cette même stratégie que les puissances occidentales ont mis en œuvre en Syrie, par l'introduction de groupes armés infiltrés à partir de la Jordanie (aux ordres de Tel Aviv), de Tripoli (base de l'Islam « radical » au Liban) et de la Turquie (la Colombie du Moyen Orient, ais je dis à mes amis d'Amérique latine). Puissance importante de l'Otan, la Turquie participe à la conspiration : les camps dits de « réfugiés » au Hatay sont en réalité des camps d'entraînement de mercenaires recrutés dans les milieux terroristes (Talibans et autres), financés par l'Arabie saoudite et le Qatar. Je renvoie ici au livre de Bahar Kimyongur (*Syriana, la conquête continue*, Couleur Livre, Charleroi, 2011).

Il faudrait être bien naïf pour être surpris par les silences des chancelleries occidentales : silence sur le recrutement de « terroristes », silence concernant les discours de ces « libérateurs » (« nous passerons au hachoir les Alaouites, les Druses et les Chrétiens ! »), silence concernant les régimes de Ryadh et de Doha, promu au rang des « défenseurs de la démocratie », silence sur le massacre des manifestants au Bahreïn, perpétré par l'armée saoudite, silence sur l'introduction d'Al Qaida au Yémen destinée à faire face à un renouveau éventuel de la gauche sud yéménite ! Le « terro-

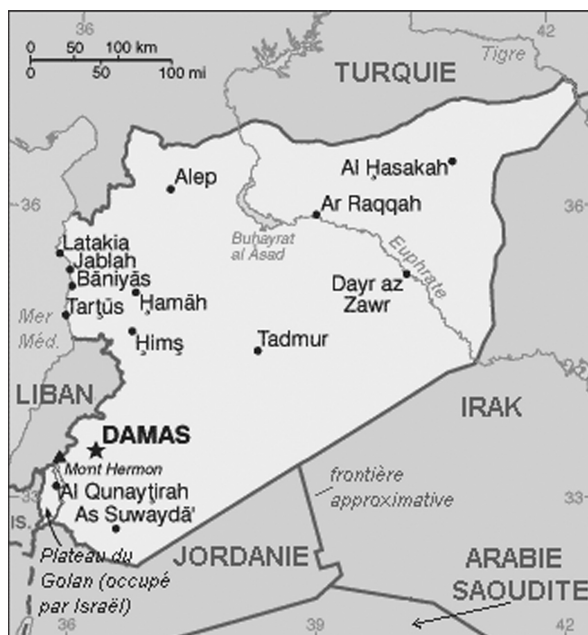
risme » a bon dos : impardonnable quand il s'attaque aux États-Unis, bienvenu quand il les sert. Cette stratégie du chaos programmé est d'ailleurs formulée avec le plus grand cynisme par les autorités de Washington.

Le régime baasiste de Syrie avait bénéficié de légitimité, pour les mêmes raisons que les autres régimes nationaux popu-

elle – produirait l'éclatement du pays, le massacre d'Alaouites, de Druses et de Chrétiens. Mais qu'importe. L'objectif de Washington et de ses alliés n'est pas de libérer la Syrie de son dictateur, mais de détruire le pays, comme il n'était pas de libérer l'Iraq de Saddam Hussein, mais de détruire l'Iraq.

Le veto de la Russie et de la Chine a fort heureusement rendu plus difficile des « bombardements humanitaires » – façon Lybie. Le régime est par ailleurs parvenu à éteindre, semble-t-il, les foyers d'intervention majeurs alimentés par l'extérieur. Il reste que l'entrée en scène des groupes à la solde de puissances étrangères a mis le mouvement démocratique et social en porte à faux. Le « mouvement » – diffus et sans organisation propre – a refusé de rallier le camp des « comités » dits de libération, manifestement manipulés par les puissances impérialistes, sans pour autant soutenir le régime dans sa répression. Répondre au terrorisme des agents de l'impérialisme par la terreur d'État n'est pas la réponse efficace au défi. La solution passe par des

réformes substantielles au bénéfice des forces populaires et démocratiques qui existent et refusent de se laisser enrôler par les Frères Musulmans. Si le régime s'avère incapable de le comprendre, rien n'arrêtera la marche du drame de se poursuivre jusqu'à son terme.



laire de l'époque. Il a ensuite rallié le camp du néo libéralisme comme les autres. Le désastre social qui en a résulté a entraîné les mêmes conséquences qu'ailleurs : la montée des protestations démocratiques et sociales, parfaitement légitimes, la réponse du régime par la répression aggravée. Il est presque amusant de noter que l'un chef de la « rébellion » – Khaddam – est celui qui a été le principal artisan de la « libéralisation économique ». La légitimité de la révolte du peuple syrien n'est donc pas contestable. Il reste que la destruction de la Syrie constitue l'objectif des trois partenaires que sont les États Unis, Israël et l'Arabie Saoudite, qui mobilisent à cette fin les Frères Musulmans. Leur victoire éventuelle – par l'intervention militaire étrangère ou sans

Voulez-vous avoir une information sérieusement documentée sur la situation en Syrie ? Lisez le livre *Syriana*\* mentionné ci-dessus par Samir Amin où l'auteur, tout en critiquant le régime syrien, évoque les milliards de financements occultes de Washington, le plan préparé par la CIA pour remodeler le « grand moyen orient », et le rôle trouble joué par les états de golfe pour financer le terrorisme, en particulier, islamiste.\*

\* *Syriana, la conquête continue*, BAHAR KIMYONGOUR, Coédition Couleurs livres et Investig'Action, 2011

# La taille des classes est bel et bien un facteur de réussite !

Nico Hirtt

*'Appel pour une école démocratique'*

Dans le cadre des récentes entre les syndicats enseignants et la ministre de l'Éducation, qui portaient notamment sur le nombre d'élèves par classe, on a entendu certains intervenants affirmer que le nombre d'élèves par classe n'aurait pas d'impact sur la réussite des élèves. Dans la rubrique «Opinions» de La Libre Belgique du 2 janvier 2012, auteur affirmait ainsi que «l'impact d'un petit nombre d'élèves est faible» et que «les scientifiques montrent que la diminution du nombre d'élèves dans la classe est préjudiciable aux enfants issus de milieux défavorisés». On ne peut laisser passer de telles affirmations car, en vérité, la recherche scientifique a désormais pu établir sans le moindre doute l'impact positif d'une réduction des effectifs scolaires, au moins dans les premières années d'enseignement, et particulièrement pour les enfants des milieux populaires.

Déjà, le plus élémentaire bon sens s'insurge devant la thèse de La Libre Belgique. L'auteur de l'article n'a pas dû souvent enseigner dans des classes surpeuplées pour oser affirmer que le nombre d'élèves importerait peu. À moins, bien sûr, que le verbe « enseigner » ne soit entendu comme synonyme de « réciter », « dicter », « énoncer », « déverser »... et que le mot « élève » ne signifie rien de plus que « oreille » ou « enregistreur ».

On se demande également pourquoi les entreprises dépensent des sommes folles pour assurer à leurs cadres des formations en langues ou en marketing dans des institutions privées qui leur promettent que «les apprenants ne seront jamais plus de huit par groupe, afin que chacun puisse participer activement» (extrait d'une publicité). Qu'ils sont donc bêtes ces patrons, de perdre tant d'argent, puisqu'à en croire l'article de la Libre, un bon cours frontal à trente participants par classe serait tout aussi efficace.

Mais que nous dit la science à ce sujet ?

L'étude la plus célèbre et de loin la plus sérieuse est la recherche expérimentale américaine STAR (Student/teacher achievement ratio). Entre 1985 et 1990, un peu moins de 8000 élèves ont été répartis pendant 5 ans, pour moitié dans des classes de 13 à 17 élèves et pour moitié dans des classes de 22 à 26 élèves<sup>1</sup>. Les cinq années couvraient le «Kindergarten» (notre dernière année maternelle) et les quatre premières primaires. Ensuite les élèves furent à nouveau mélangés et l'on a pu suivre leurs performances pendant toute leur scolarité, jusqu'à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

Les résultats de cette étude ne laissent guère de place au doute. Non seulement les élèves scolarisés en petites classes obtenaient de meilleurs résultats que les autres aux tests en mathématique, lecture et science. Mais surtout, cet effet bénéfique persistait et augmentait même après la cinquième année, c'est-à-dire une fois que les enfants étaient à nouveau tous regroupés dans les mêmes classes<sup>2</sup>. Par exemple, en quatrième primaire, les enfants des petites classes avaient en moyenne une avance de 5,9 mois sur les autres pour les tests de math. En sixième primaire, cette avance était passée à 8,4 mois. Et en huitième année (notre deuxième secondaire) les enfants initialement scolarisés en petites classes (mais qui ne l'étaient donc plus depuis quatre ans) affichaient en moyenne 13 mois d'avance en mathématique !

STAR a également montré que ce sont les élèves issus des minorités noires et hispaniques (donc les enfants des familles les plus pauvres) qui bénéficient le plus de la réduction du nombre d'élèves. Ceci contredit formellement ce que prétend l'article publié par la Libre Belgique, en se basant sur une unique étude de cas datant de 1979. Ainsi a-t-on pu observer, lors des examens d'entrée au College (le premier cycle d'enseignement supérieur aux USA), que l'écart entre blancs et noirs se trouvait réduit de moitié chez les élèves de l'étude STAR qui avaient été scolarisés en petites classes... douze ans plus tôt.<sup>3</sup>

Dans l'un des districts du Tennessee ayant participé à l'étude STAR, des chercheurs ont également pu observer, en dixième année d'étude (notre quatrième secondaire), que les élèves initialement scolarisés en petites classes étaient deux fois moins souvent absents, trois fois moins souvent en retard scolaire et cinq fois moins souvent en décrochage scolaire.<sup>4</sup>

Le rédacteur de la Libre a certes raison de douter de l'efficacité des mesures que vient de prendre le gouvernement de la Communauté française. Passer de 27 à 25 élèves par classe dans le secondaire ne changera pas grand chose. Mais ce n'est pas parce que la taille des classes ne serait pas un facteur important. Plutôt parce que seule une réduction beaucoup plus drastique (jusqu'à 15 élèves) et concentrée sur les premières années de scolarité a démontré son efficacité.

D'autres inexactitudes sont à relever dans cet article. Ainsi le savant raisonnement destiné à démontrer qu'une réduction des effectifs des classes entraînerait une perte d'emploi n'a vraiment aucun sens. L'emploi est déterminé par le système du NTTP qui associe un nombre fixe d'heures-professeur à chaque élève. Dès lors, si des glissements sont possibles d'un établissement à l'autre, le volume total de l'emploi ne peut en

1. Un troisième groupe consistait en classes normales avec un assistant enseignant; ce dispositif n'a démontré aucune efficacité et nous n'en parlerons plus ici

2. Finn, Jeremy D. and Achilles, Charles M., Tennessee's Class Size Study : Findings, Implications, Misconceptions, Educational Evaluation and Policy Analysis, Summer 1999.

3. Krueger, Alan B. ; Whitmore, Diane M., The Effects of Attending a Small Class in the Early Grades on College Attendance Plans, Princeton University, April 9, 1999.

4. Pate-Baine, Helen et al., STAR Follow-up studies 1996-1997, Tennessee State University, 1997.

aucune façon être modifié par une redistribution des élèves. Certes, il pourrait y avoir une diminution de l'emploi dans le secondaire si d'aventure une mesure de lutte contre l'échec scolaire devait enfin réduire efficacement les taux de redoublement et d'orientation précoce vers les sections qualifiantes (plus gourmandes en NTTP). Mais craindre cela serait un peu cynique, d'autant que les moyens ainsi libérés pourraient alors être réinvestis dans l'encadrement pendant et en dehors des heures de cours, dans les subventions de fonctionnement, dans la formation des professeurs,...

Enfin, l'article de la Libre Belgique cite l'étude Mc Kinsey qui montrerait que «la qualité du professeur importe plus que la taille des classes». Cette étude se fonde notamment sur le cas de la Finlande, où la formation des maîtres (en cinq ans, contre trois chez nous) est effectivement supérieure et où les classes sont aussi peuplées que chez nous. Du moins lorsqu'on considère une moyenne pour toute la durée de l'enseignement obligatoire. Car Mc Kinsey — qui est aux entreprises et services publics ce que Moody's ou Standard & Poors sont aux finances — «oublie» opportunément de prendre en compte le fait que dans la même Finlande, les classes des premières années ne comptent en moyenne que... 14 élèves.  
C.Q.F.D.

# Vers le renforcement des jeunesses communistes !

François D'Agostino

Conscient que le renforcement des JC est indispensable pour l'avenir de notre parti et de ses luttes, le secrétariat de notre organisation envisage une série d'activités destinées à développer et renforcer l'implantation des jeunesses communistes dans notre pays. Ainsi, dans un premier temps, nous estimons qu'il est indispensable d'organiser des formations proposant aux militant(e)s les « bases » nécessaires à un travail politique de qualité : des cours, entre autres, d'économie politique, de philosophie marxiste, des réflexions et débats sur les enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux contemporains, sur l'histoire du mouvement ouvrier, etc. Cette formation devra

permettre aux « forces jeunes » du PC de tenir un discours cohérent et efficace et de mener une action de terrain constructive tout en développant un esprit de réflexion créatif et ouvert ; traits indispensables si l'on veut avoir une approche non-dogmatique et critique du marxisme applicable à notre époque. Nous ne résistons pas à l'envie de rappeler la phrase célèbre de Lénine : « *Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* ». Il est vraiment primordial que cette réflexion nous pousse dans nos démarches... C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous tenons à établir des rapports ouverts et confiants avec les diverses organisations de jeunes issues de la gauche radicale belge afin de coopérer le plus largement

possible sur la base de projets et d'initiatives concrètes. Il nous semble, en effet, que nous devons sortir d'une situation qui a vu une gauche « de gauche » trop souvent divisée et pouvoir ainsi favoriser une plus grande cohésion nécessaire aux changements profonds dont notre société a tant besoin.

Nous allons très prochainement communiquer nos projets et actions pour cette année et invitons d'ores et déjà les jeunes lectrices et lecteurs de ce journal à nous faire part de leur intérêt pour notre démarche ou, tout simplement, de leur curiosité, en vue de s'informer sur notre mouvement.

Pour le secrétariat des Jeunesses Communistes.

Contact :

francois.dagostino@particommuniste.be

## Suivre la « révolte citoyenne » française

Freddy Guidé

La fédé de Charleroi avait affrété un autocar pour assister au meeting de Jean-Luc Mélenchon. Ce fut un beau moment. Partis de Charleroi vers 16 h et après avoir embarqué les camarades de Courcelles, de La Louvière et Soignies, l'autocar nous dépose devant le Palais des Sports de Lille juste avant l'ouverture des portes. Les organisateurs du meeting ont été obligés de changer quatre fois de lieu d'accueil, tant les estimations du nombre de participants augmentaient en permanence. Le monde s'engouffre dans la grande salle, tandis que les drapeaux rouges balayent l'espace

ACeux qui sont présents en ont eu pour leur espoir. Et pour la rage qu'ils souhaitent visiblement exprimer. Le candidat du Front de gauche est encore parvenu à faire bouillonner plus de 15.000 personnes massées dans le Grand Palais. Une foule compacte

est restée plus ou moins bloquée dehors. Dès notre arrivée dans la salle, le service d'ordre réquisitionne les délégations belges afin de former la haie d'honneur et accueillir le candidat du front de gauche. L'animatrice, en attendant l'arrivée de Jean-Luc Mélenchon, procède aux remerciements et notamment la présence des

délégations belges dont la FGTB et, à notre

grande surprise, le PTB sans toucher un mot sur notre présence. Effet de mode ? Fâcheuse confusion en tout cas.

Très en forme, Jean-Luc Mélenchon, n'a pas résisté à la tentation lancer ce qui devient le refrain de sa campagne: «We are very dangerous!». Une référence à l'article du Guardian dans lequel François Hollande, le candidat PS, a assuré que les communistes ne représentent presque plus rien en France, qu'ils ne sont pas dangereux. Dans cette région du Nord qui reste très rouge, le succès était assuré. Il s'adresse à une foule plutôt jeune et réactive : «Ils vous traitent d'assistés mais il n'y a pas d'assistés, il n'y a que des solidaires! Les assistés, ce sont les riches!» «Le peuple est si usé que ça ne peut plus durer», a tonné le candidat, fier d'avoir «déplacé le centre de gravité de ce qui se discute dans cette élection».

«Ce que nous voulons, c'est la révolution». Adroit dans l'art de maîtriser son auditoire, il est parvenu à le faire taire pour quelques explications sur le Parti socialiste. Adresse au PS, donc: «Notre ambition, ce ne sont pas les sièges, nous les aurons de toute façon, ce que nous vou-

lons, c'est la révolution». «Ne venez pas nous chercher avec vos histoires, les a-t-il prévenus, soyez respectueux avec la masse du Front de gauche, elle n'est pas à vendre.»

Jean-Luc Mélenchon a ensuite adressé sa critique à François Hollande qui «dit: "le programme, c'est à prendre ou à laisser"? Très bien, on laisse!». Mélenchon est profondément agacé que Hollande refuse de répondre à sa demande de débat, réitérée, depuis des mois. «Je suis devant et j'impose à tous les autres d'en passer par mes conditions!», l'a-t-il imité

En marge, avant de qualifier Marine Le Pen de «bête malfaisante» face à son auditoire, Jean-Luc Mélenchon est revenu sur les tueries de Toulouse et s'est réjoui de «la magnifique démonstration de lucidité de notre peuple, pas intéressé par la guerre civile lancée par l'extrême droite. Nous sommes rentrés tard la nuit, le cœur gonflé d'enthousiasme et d'espoir. Le cri d'un jeune militant résonnera encore longtemps dans mon esprit. En réponse à Jean-Luc Mélenchon qui s'inquiète de notre inconfort, il répond «ça fait cinq ans que nous sommes dans l'inconfort, nous pouvons encore attendre un peu, non ! »



# Souvenirs de luttes : L'unité, toujours l'unité.

*Entretien avec Charles Van der Vinck*

*Les années n'ont guère émoussé ses convictions. À quatre-vingt-trois ans cet anversois, vétéran du syndicalisme, n'a rien perdu de sa flamme et continue encore à animer des initiatives diverses pour que l'on n'oublie pas que les enseignements des parcours de luttes peuvent toujours nous servir de référence. Charles fut un des animateurs les plus ardents, coté flamand, des grèves des années 60-61 ; il eut un rôle particulièrement décisif dans ces événements lorsqu'il fallait s'opposer aux attermolements des tendances molles du syndicalisme qui essayaient de composer avec le pouvoir. Aujourd'hui, lorsque nous nous trouvons confrontés à une agression féroce du grand capital avec, comme gestionnaire, de cette agression le patron du socialisme francophone belge, ses souvenirs, les leçons à tirer d'eux, nous semblent bien opportuns.*

**Le Drapeau Rouge.-** Dans quel contexte s'est-il produit le début de votre engagement dans les grèves du 60 ?

**Charles Van der Vinck.-** Pour vous répondre, il faut d'abord bien situer les faits. Le gouvernement Eyskens avait estimé alors, tel qu'il se passe aujourd'hui, qu'il fallait d'urgence, appliquer au pays un plan d'austérité dite «Loi unique» dont, bien entendu, les travailleurs allaient, comme toujours, 'payer l'addition'. J'étais employé au Ministère de Finances dans le département d'enregistrement et domaines et, en analysant les mesures que proposait le gouvernement, j'ai compris vite qu'il s'agissait d'une loi visant à sacrifier les acquis sociaux des travailleurs pour favoriser les patrons.

**Le DR.-** Comment s'est alors opéré votre passage vers l'action ?

**CVDV.-** Dès l'annonce de ce plan sous forme de la dite «loi unique», quelques grèves courtes de 24 H, ont eu lieu dans le pays flamand, notamment dans les services publics et communaux (enseignement, cheminots..). Cette agitation a conduit à l'organisation d'assemblées générales des travailleurs et c'est ainsi que Louis Major, le Secrétaire général de

la CGSP d'alors est venu s'expliquer auprès de la base. Lors de son intervention, il a clairement cherché à convaincre les travailleurs que, puisque les élections arrivaient et que le Parti socialiste allait obtenir un bon succès électoral, il fallait atteindre et ne pas se précipiter dans des mouvements de grève qu'il estimait comme précipités et téméraires. Choqué par cette position qui me semblait trop accommodatrice par rapport à l'agression qui se préparait contre les travailleurs, j'ai pris la parole pour demander que l'on discute sur la proposition d'aller à une grève générale...

**Le DR.-** et quelle fut la réaction des travailleurs ?

**CVDV.-** ...il faut dire que dans la Flandre nous n'avions pas une tradition de militantisme syndical très fort comme c'est le cas, historiquement, en Wallonie. C'est ainsi par exemple que, lorsque j'ai mentionné l'exemple liégeois où les travailleurs ont décidé par une grande majorité d'y aller à la grève, Louis Major a répondu « Je n'ai rien à faire avec Liège ». Par après, suite à une vive discussion, l'assemblée décida ainsi de soumettre cette question à l'ordre du jour et ce fut alors que les travailleurs ont décidé par vota-

tion d'y aller à la grève générale le jour où le projet de loi serait soumis au Parlement. Par après, lorsque la loi unique fut présentée, ceci a déclenché une réaction bien plus forte qui s'est traduite par des appels au lancement d'une grève générale qui toucha surtout le secteur public qui était le plus visé par les effets de la loi. Suite à ces décisions majoritaires et combatives, Georges Debunne qui était alors le secrétaire général de la FGTB, est venu à Anvers et a participé à une manifestation à la Grand Place, devant la Maison Communale, pour soutenir la grève.

**Le DR.-** Et quelle était la capacité de pression que pouvait avoir alors la force syndicale flamande ?

**CVDV.-** Le levier véritable de notre action, était en fait, le port d'Anvers. Il faut savoir que, sur le plan humain, environ 80 % de travailleurs de la capitainerie du port d'Anvers étaient syndiqués CGS même si à Gand la proportion était mineure. D'un autre côté, la position de travailleurs du port avait une valeur stratégique : d'une certaine manière ils contrôlaient le flux d'arrivée et de sortie des bateaux avec leur maîtrise des écluses et ponts mobiles. Ainsi leur intervention en cas de grève signifiait pratiquement l'arrêt du transport maritime avec les conséquences que vous pouvez imaginer sur le plan de l'économie nationale.

**Le DR.-** Maintenant en 2012, comment évaluez-vous, avec le recul, les positions des protagonistes importants de ce mouvement, en particulier celles d'André Renard ?

**CVDV.-** La figure d'André Renard est sans doute incontournable dans l'histoire de cette grève. Mon impression personnelle est qu'il s'agissait certes un syndicaliste progressiste et de poigne, opposé aux abus du grand patronat et à la concentration de l'industrie en holdings chaque fois plus puissants. Mais, hélas, imbu d'un trop fort esprit de régionalisme et nationalisme wallon. Je pense même que cette

orientation a joué un rôle important et assez négatif dans la suite des événements, il a contribué à l'absence d'unité encore plus forte entre les travailleurs wallons et flamands dans ces moments décisifs. Il était aussi assez influencé par de courants trotskistes, pas très importants en nombre, mais influentes sur le plan des personnalités dont celle d'Ernest Mandel, proche de Renard, et de la direction de la FGTB en raison de ses pratiques « d'entrisme » dans le mouvement syndical.

**Le DR.-** Et concernant le syndicalisme et les partis politiques de gauche ?

**CVDV.-** Dans le mouvement syndical flamand l'engagement fut assez divers; les plus actifs furent sans doute les travailleurs du secteur public suivis par les services communaux et l'enseignement. Quant au syndicalisme catholique il a soutenu le mouvement de manière très active au départ et ce jusqu'au moment où le Cardinal Van Roey a manifesté ouvertement son soutien au patronat et au gouvernement. Un moment décisif est apparu lorsque de la base, certains travailleurs ont lancé l'ordre de faire une marche sur Bruxelles. À

ce moment, notre Parti qui avait soutenu avec force, contre Major, Smets et le syndicalisme réformiste, l'option de la grève générale illimitée s'est opposée à l'idée de la marche, la considérant comme irresponsable et vulnérable à des provocations. Personnellement j'étais plutôt favorable parce que j'avais ressenti chez les travailleurs un engagement combatif très solide.

**Le DR.-** Un enseignement sur le plan personnel ?

**CVDV.-** La solidarité, l'esprit de solidarité. Je garde en mémoire comment les travailleurs de Flandre suivaient les grèves liégeoises par exemple ; leur participation massive dans les opérations de collecte des vivres pour les aider à tenir dans la lutte.



## Tous au Larzac ou à quoi ça sert ?

Freddy Guidé

On sort de ce documentaire avec un cœur de militant gros comme ça ! On se dit que l'on a pas toujours lutté pour des prunes. *Tous au Larzac*, du documentariste Christian Rouaud est un film salutaire que tous devraient voir surtout les défaitistes, ceux qui nous déclarent après chaque manifestation ou chaque grève : « Bah ! Ça ne sert à rien... »

Le film vient à point pour édifier les plus jeunes générations et rafraîchir la mémoire des anciennes, en commémorant comme il se doit ce sanctuaire de l'utopie réalisée, qu'on eut vite fait de réduire au pittoresque patoisant du slogan « Gardarem lo Larzac ».

L'affaire se noue en octobre 1970, lorsque est divulgué le projet d'extension du camp militaire du Larzac, construit en 1902 et installé sur la commune de La Cavalerie sur une superficie confortable de 3 000 hectares. Cet agrandissement prévoit pourtant de porter sa surface à 17 000 hectares et d'empiéter sur douze communes environnantes. Le projet se heurte d'emblée à une levée de boucliers de la part des paysans de la région, qu'ils soient natifs de cette terre ou nouveaux arrivants débarqués du rêve alternatif. Dépeuplé des deux tiers de sa population depuis un siècle, le Larzac recommence, en effet, à se densifier à partir de 1968. La première manifestation a lieu le 9 mai 1971 et rassemble 1 500 personnes

qui partent de Millau à pied pour rejoindre La Cavalerie. C'est la première manche d'une titanesque guerre d'usure entre les citoyens et l'État.

Elle va durer 11 ans. Jusqu'à l'élection de François Mitterrand en 1981. Dans son programme électoral il avait promis de démilitariser le Larzac et l'homme a tenu parole. Homme politique habile, il avait mesuré le capital de sympathie que soulevait la lutte du Larzac. Aux moments forts de la lutte, plus de 300.000 personnes s'étaient rendues sur place.

Marizette, Christiane, Pierre, Léon, José... sont quelques uns des acteurs, tour à tour drôles et émouvants, d'une incroyable lutte, celle des paysans du Larzac contre l'État, affrontement du faible contre le fort, qui les a unis dans un combat sans merci pour sauver leur terre. Un combat déterminé et joyeux mais parfois aussi éprouvant et périlleux. Aller voir ce film, il vous gonflera le moral...



# A LA RECHERCHE DE L'AIEUL \*

Vladimir Caller

L'ouvrage de Jean Lemaître est bien plus qu'une biographie. C'est la tentative de régler une dette, celle d'un petit-fils hanté par le poids d'une admiration trop grande et le besoin de s'en libérer en prenant tout le monde à témoin. En particulier ceux qui ont partagé et/ou qui continuent à partager ce qui reste des rêves politiques de Jean Fonteyne.

Admiration oui, mais pas hagiographique. Elle découle discrètement du récit habile, parfois romanesque, de l'itinéraire d'une vie façonnée par la rencontre d'un homme de convictions avec des circonstances qui mettaient ces convictions à l'épreuve. Et quelles circonstances ! La montée du fascisme, la victoire de Hitler, l'occupation, la résistance. Aussi, l'adhésion au communisme de Jean, adolescent issu d'un milieu aisé ne dérivait pas de ses conditions d'existence mais d'un attachement réel à la culture et aux exigences qu'elle peut susciter lorsqu'elle est confrontée à la barbarie et à ses extrêmes.

Ainsi, l'ouvrage illustre davantage ce que fut la résistance communiste dans les milieux des professions libérales et de l'intelligentsia urbaine que celle qu'elle le fut dans les milieux ouvriers ou populaires. En ce sens, le livre de Lemaître esquisse une sociologie de ce segment social qui opte, autant par impératif éthique que par lucidité, pour une approche de classe pour affronter la bête fasciste. Mariage, si l'on peut dire, de l'esprit des lumières et du marxisme. D'où aussi la nécessité de résister à tout obscurantisme et c'est ainsi que l'attachement de Fonteyne à l'éducation non confessionnelle et son engagement en faveur de l'école Decroly se font sentir tout au long de ces pages. Et c'est cette même fibre laïque qui est atteinte lorsque, pratiquement à la retraite politique il constate lors d'un voyage en Asie soviétique, que les mosquées manquaient de place pour accueillir tant de croyants malgré des décennies de « socialisme réel » et « scientifique ».

Un parcours si agité dans un monde en

plein trouble n'est jamais lisse. Les duplicités, les coups bas, les trahisons même, ne sont jamais loin. Jean Fonteyne n'a pas pardonné le geste terrible de quatre de ses camarades, pourtant hauts dirigeants de son Parti et prisonniers comme lui, qui lui demandèrent, accompagnés de kapos de la gestapo d'abandonner la lutte et de se résigner à l'ordre de l'occupant. C'est ce refus de l'abandon qui explique, peut-être, le respect intact qu'il gardera pour Jacques Grippa et ce, malgré d'évidentes divergences politiques. Grippa, le résistant qui ne savait que dire non à ce genre de demandes, avait opté pour le maoïsme au lendemain du XXème Congrès du Parti communiste de l'URSS et du fameux rapport Khrouchtchev tandis que Fonteyne gardait une fidélité inébranlable aux positions soviétiques. Il restait partisan de « qu'un libre débat s'installe entre tous au sein du parti » plutôt que d'excommunier les dissidences.

Mais il n'y a pas que lui, le PCB et la résistance dans l'ouvrage de Jean Lemaître. Il y a aussi un riche défilé de personnages du grand théâtre politique de l'époque dans ses divers scénarios. Le Bulgare Georges Dimitrov, grand timonier de l'Internationale communiste ; la guerre d'Espagne, les brigades internationales, Léon Blume, peint de manière peut-être un peu trop gentille, Adenauer et ses complicités avec le post-nazisme et sa protection du grand kapo Von Falkenhauser. Bien moins connues mais ô combien touchantes sont les figures de ces simples camarades qui risquaient leur vie pour des tâches sans prétention mais indispensables : les Solange, les Jeanne Walschot. Et Andrée, ce morceau de douceur permanent dans la dure vie de Jean.

Un autre message et un autre grand sujet parcourent infatigablement le



livre de Lemaître : l'URSS dans sa période stalinienne. « Comment un homme aussi intelligent et fin que Fonteyne peut-il se retrouver ainsi aveuglé par la propagande ? » se demande l'auteur en faisant allusion à l'allégeance imperturbable de son aïeul envers le modèle soviétique d'alors. Question, sans le moindre doute, légitime et pertinente, mais qui peut tout aussi bien être formulée dans le sens opposé à l'égard de ceux qui, également « intelligents et fins » peuvent être aveuglés cette fois par la propagande contraire. Or il doit y avoir de la place entre ces deux positions.

\* « C'est un joli nom, camarade. Jean Fonteyne, avocat de l'Internationale communiste »

Jean Lemaître, Editions Aden, Bruxelles 2012. L'auteur a également réalisé une version scientifique (1200 pages) du livre, disponible sur support CD. Contact : jean.lemaître@brutele.be <http://www.jeanlemaître.eu>

---

<sup>2</sup> La Commission argumente que les membres de ce groupe de travail l'étaient en vertu de leurs compétences, et non en vertu des postes qu'ils occupaient dans leurs sociétés respectives...



## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

- ☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) un nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que  
ce n'est que grâce à ses lecteurs  
que la presse militante survit !**

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

Pierre Laurent  
pp. 2-4

### ÉCONOMIE-SOCIÉTÉ

*Lejaby, Lipton, ArcelorMittal :  
travailleurs dépossédés*  
Erik Rydberg, *Gresea* • pp. 5-6

### OPINION

*La démocratie violée*  
Gilles Smedts • p. 8

### ACTUALITÉ INTERNATIONALE

*Le drame syrien*  
Samir Amin • p. 5

### ÉDUCATION

*La taille des classes est bel et bien  
un facteur de réussite*  
Nico Hirtt • pp. 10-11

## Où trouver le DR ?

**Arlon** : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand** : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Librairie Le Soir-Press Shop, 22, rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

**Bruxelles** : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Rouppe  
1000 Bruxelles

tél. : 0495 93 91 75  
02 537 66 81

Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €  
à l'étranger: 23 €  
Abonnement de soutien: 25 €  
Abonnement de grand soutien: 50 €  
Chômeurs, étudiants: 8 €  
Banque ING: IBAN BE 46 310-1877676-36

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !